

Unité départementale du Littoral
Unité du Littoral
rue du Pont de Pierre
59820 Gravelines

Gravelines, le 07/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CROMOLOGY (Ex.TOLLENS Production Nord)

ZI dela Kruys Straete
BP 36
59470 Wormhout

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G2\CROMOLOGY
RESEARCH & INDUSTRY NORD_Wormhout_0007003771\2_INSPECTIONS\2025 04 25 moyens
d'extinctions
Code AIOT : 0007003771

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/04/2025 dans l'établissement CROMOLOGY (Ex.TOLLENS Production Nord) implanté ZI dela Kruys Straete BP 36 59470 Wormhout. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CROMOLOGY (Ex.TOLLENS Production Nord)
- ZI dela Kruys Straete BP 36 59470 Wormhout
- Code AIOT : 0007003771
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

La société Cromology Research & Industry fait partie du groupe Materys Paints.

L'usine de Wormhout fabrique essentiellement des peintures en phase aqueuse et possède une capacité de production de 45 000 tonnes/an.

Le site est soumis à autorisation et est réglementé par l'arrêté préfectoral du 18 février 2010.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	RIA	Arrêté Préfectoral du 18/02/2010, article 7.5.4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	moyens en eau	Arrêté Préfectoral du 18/02/2010, article 7.5.4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	détection extinction	Arrêté Préfectoral du 18/02/2010, article 7.5.4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	ARI	Arrêté Préfectoral du 18/02/2010, article 7.5.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
12	Confinement	Arrêté Préfectoral du 18/02/2010, article 7.5.7.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	extincteur	Arrêté Préfectoral du 18/02/2010, article 7.5.4	Sans objet
3	sable	Arrêté Préfectoral du 18/02/2010, article 7.5.4	Sans objet
4	émulseur	Arrêté Préfectoral du 18/02/2010, article 7.5.4	Sans objet
7	P.I.I	Arrêté Préfectoral du 18/02/2010, article 7.5.6.2	Sans objet
8	équipe d'intervention	Arrêté Préfectoral du 18/02/2010, article 7.5.4	Sans objet
10	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 18/02/2010, article 7.5.2	Sans objet
11	Exercices incendie	Arrêté Préfectoral du 18/02/2010, article 7.5.6.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les moyens de détection et d'extinction prescrits par arrêté préfectoral sont présents sur site, régulièrement entretenus et contrôlés.

Certaines informations concernant les moyens en eaux disponibles pour la DECI (défense extérieures contre l'incendie) et les capacités de confinement des eaux d'extinctions n'ont pu être obtenues rapidement. Il est demandé à l'exploitant de transmettre sous un mois les informations manquantes.

Les procédures du site prévoient une implication du personnel dans la défense du site en cas de sinistre. Cependant, il existe un flou concernant la nature exacte des interventions attendues de la part du personnel lors de la lutte contre un incendie. Cette incertitude sur les missions engendre une incertitude sur le niveau de formation, d'équipement et de protection nécessaire pour les équipes d'intervention. Il est demandé à l'exploitant de préciser les actions attendues de la part des équipes d'intervention et de s'assurer que le niveau de formation d'équipement et de protection (notamment respiratoire) est adapté. La justification de cette démarche est également attendue sous un mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : extincteur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/02/2010, article 7.5.4
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : Article 7.5.4. Ressources en eau L'exploitant dispose a minima : <ul style="list-style-type: none">d'extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles, des postes de travail et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
Constats : Lors de l'inspection, la présence de nombreux extincteurs à eau additivée et à poudre (plus de 24 constatés visuellement) a été relevée dans les locaux. Des extincteurs au CO ₂ sont également positionnés à proximité des installations électriques. Les plans et les constats de vérification font état de 89 extincteurs, tous types confondus. Aucune divergence n'a été constatée entre les plans des moyens de lutte contre l'incendie et l'emplacement réel des extincteurs
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : RIA

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/02/2010, article 7.5.4
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée :

<p>L'exploitant dispose a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de robinets d'incendie armés permettant d'atteindre tout point des installations ;
<p>Constats :</p> <p>Le site est équipé de 8 RIA répartis sur l'ensemble de sa surface. Sur plan et hors encombrement, l'ensemble du site semble atteignable par l'action d'au moins un RIA. Cependant, compte tenu de la présence de machines et de racks de stockage qu'il serait nécessaire de contourner, certaines zones (représentant une faible surface) pourraient être difficilement accessibles en conditions réelles.</p> <p>Compte tenu de la circulation du personnel et des engins de manutention dans la zone, il n'a pas été demandé de vérifier l'accessibilité aux différentes zones en déployant les RIA.</p> <p>Il est néanmoins demandé à l'exploitant de profiter d'une période de faible activité pour s'assurer que le déploiement des RIA permet effectivement d'atteindre tout point des installations.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous un mois, l'exploitant transmettra, à la suite d'une mise en œuvre réelle, la confirmation (ou non) que l'ensemble des installations peut être couvert par l'action d'un RIA.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : sable

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/02/2010, article 7.5.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles ;
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose de sable et de produits absorbant proche des zones de stockage de produits liquides. Les quantités présentes sont très supérieures à 100kg.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : émulseur

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/02/2010, article 7.5.4</p>

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose a minima : <ul style="list-style-type: none"> d'une réserve d'émulseur de 1000 litres disposée en dehors des bâtiments et constituée de fûts de 200 litres au moins. Les émulseurs sont adaptés aux produits présents dans l'usine.
Constats : Lors de l'inspection il a été constaté la présence d'un GRV d'émulseur hors du bâtiment. Remarque: l'étiquetage du GRV était en très mauvais état, il a été difficile de déchiffrer les indications. En absence d'étiquetage, les caractéristique de l'émulseur serait inconnues en cas d'incident (à quel produit celui-ci est adapté, dosage à appliquer....).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant rétablira, sous un mois, l'étiquetage du GRV contenant l'émulseur et s'assurera que le type de produit ainsi que ses principales caractéristiques sont clairement lisibles. La réalisation de cette action pourra être justifiée par l'envoi de photographies.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : moyens en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/02/2010, article 7.5.4
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assurera de la disponibilité et du bon fonctionnement des poteaux incendie 90, 109 et 99 assurant un débit unitaire respectif de 160 m ³ /h, 155 m ³ /h et 160 m ³ /h et un débit minimal en service simultané de 174 m ³ /h. L'exploitant s'assurera du droit d'usage et de la réalisation de l'accès à une réserve d'eau incendie de 700 m ³ constituée par des plans d'eaux situés à proximité du site, ainsi que du maintien en état de servir d'une plate-forme, associée à ces plans d'eau. Cette plate-forme de mise en station permet le stationnement de deux engins d'incendie et son accès répond aux caractéristiques d'une voie engins. L'accès à cette plate-forme est garantie en permanence.
Constats : Lors de l'inspection, la présence des trois poteaux incendie identifiés 90, 109 et 99 a été constatée à proximité immédiate du site, ainsi que l'existence d'un plan d'eau équipé d'une

plateforme aménagée pour la mise en station des moyens de pompage du SDIS.

Cependant, les documents permettant de justifier le débit des poteaux incendie et le volume du plan d'eau n'ont pas pu être présentés par l'exploitant lors de l'inspection. Compte tenu de la présence des moyens exigés et de la cohérence apparente des valeurs prescrites avec les constats réalisés sur le terrain, l'inspection des installations classées accorde un délai d'un mois à l'exploitant pour transmettre les justificatifs.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra, sous un mois, les justificatifs permettant de s'assurer de la conformité du débit des poteaux incendie et du volume disponible du plan d'eau.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : détection extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/02/2010, article 7.5.4

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie

Prescription contrôlée :

Une détection incendie équipe tous les ateliers et bâtiments de stockage couverts. Cette détection renvoie un signal d'alarme à une personne apte en toutes circonstances, en période d'activité ou d'usine à l'arrêt, à faire appel aux services d'incendie et de secours.

Un système d'extinction automatique équipe le local informatique et le poste de commande des installations ainsi que le local du transformateur électrique. Chaque système d'extinction est indépendant l'un de l'autre et est commandé par le dispositif de détection qui lui est associé.

Avant le déclenchement dans le local informatique et la salle de commande, une temporisation de l'injection de produit d'extinction permet au personnel d'évacuer les lieux après l'émission d'un signal d'alarme.

Constats :

Lors de l'inspection, la présence d'un système de détection incendie a été constatée ; la centrale incendie n'indique aucun défaut. Cependant, en période d'inactivité du site, la détection transmet un signal à la société de télésurveillance, qui réalise une levée de doute avant de contacter le SDIS dans un délai d'une heure. Ce délai n'est pas compatible avec la cinétique de développement d'un incendie.

L'exploitant indique avoir pleinement conscience de cette problématique et avoir engagé des démarches pour équiper le site de caméras thermiques, afin de permettre une levée de doute à distance et ainsi éviter tout retard dans l'intervention des secours.

<p>Remarque : l'exploitant transmettra, sous un mois, un échéancier de mise en œuvre du système de surveillance thermique évoqué lors de l'inspection.</p> <p>Par échantillonnage, la présence des systèmes d'extinction automatique dans le local informatique et au niveau du poste de commande des installations a été vérifiée. Ces systèmes sont indépendants l'un de l'autre.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Transmission, sous un mois, de l'échéancier de mise en œuvre du système de surveillance thermique à distance, visant à éviter tout retard dans l'intervention des services d'incendie et de secours.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 7 : P.I.I

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/02/2010, article 7.5.6.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 7.5.6.2. Plan d'intervention interne (P.I.I.)</p> <p>L'exploitant doit établir un Plan d'Intervention Interne (P.I.I.) sur la base des risques et des moyens d'intervention nécessaires. En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du P.I.I. et met en œuvre les moyens humains et matériels pour garantir :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'organisation de tests périodiques (au moins annuels) du ou des dispositifs et moyens de détection d'alarme et d'intervention • la formation du personnel • l'exploitation du retour d'expérience à extraire des exercices, accidents, incidents et formations • les mesures de protection et d'information des tiers <p>Le Plan d'Intervention Interne comporte en annexe les fiches toxicologiques des différents produits susceptibles d'être présents sur le site.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le Plan d'Intervention Interne (PII) du site, version 1.1 en date du 01/09/2024. Ce document reprend l'architecture du POI d'un site SEVESO et répond pleinement aux attentes d'un plan d'intervention interne en cas d'incident.</p> <p>Les fiches de données de sécurité (FDS) des produits présents sur le site sont disponibles informatiquement via un serveur externe, qui ne serait pas impacté en cas d'incident ou de coupure d'alimentation électrique sur site.</p>

Le PII décrit l'organisation à mettre en œuvre en cas d'incident, ainsi que les actions à réaliser par chacun selon des rôles préalablement affectés. La fiche 11 précise notamment les actions à conduire par « l'équipe d'intervention ».

L'inspection des installations classées n'émet pas de remarque concernant la protection de l'environnement au titre de cette fiche. Toutefois, certains points apparaissent ambigus, notamment la notion d'« accompagnement du SDIS ». L'inspection rappelle que la protection de l'environnement, la lutte contre l'incendie ou tout autre sinistre ne doivent en aucun cas conduire le personnel à initier ou participer à des actions pour lesquelles il n'est pas formé ou ne dispose pas des équipements adéquats.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : équipe d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/02/2010, article 7.5.4

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie

Prescription contrôlée :

L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.

Constats :

Le risque identifié est les risque incendie, l'exploitant a fait le choix de former l'intégralité du personnel au maniement des extincteurs et RIA chaque année.
L'exploitant a transmis les feuilles d'émargement des formations dispensées les 07 décembre 2023 (35 participants) et 14 novembre 2024 (35 participants) par des organismes extérieurs.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : ARI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/02/2010, article 7.5.3

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie

Prescription contrôlée :

Article 7.5.3. Protections individuelles du personnel d'intervention
Des masques ou appareils respiratoires d'un type correspondant au gaz ou émanations toxiques sont mis à disposition de toute personne susceptible d'intervenir en cas de sinistre.

Constats :

Le personnel d'intervention est susceptible d'intervenir en cas de sinistre de type incendie.

L'exploitant dispose de masques de type P3, mais ne possède pas d'appareils respiratoires isolants (ARI).

<p>Le port d'un ARI ne semble pas nécessaire pour une première intervention sur un feu naissant à l'aide d'un extincteur. En revanche, pour la mise en œuvre des RIA, dans les cas où l'utilisation d'un extincteur s'avérerait insuffisante, ou dans le cadre d'un « accompagnement des secours », une protection respiratoire adaptée pourrait s'avérer nécessaire.</p> <p>Le type de protection respiratoire requis dépend directement des missions confiées aux équipes d'intervention. À ce titre, l'exploitant doit engager une réflexion globale sur les missions du personnel d'intervention, la formation requise, les équipements disponibles, ainsi que sur les protections individuelles nécessaires.</p> <p>Bien que ce point ne relève pas directement du périmètre de la présente inspection, il est rappelé que la protection des travailleurs, y compris en situation de sinistre, relève de la responsabilité de l'employeur. En outre, les procédures d'intervention en cas de sinistre, exigées au titre de la réglementation environnementale, doivent également être conformes aux règles de protection des travailleurs.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>En lien avec le point de contrôle N°7. L'exploitant précisera et décrira sans ambiguïté les missions des équipes d'interventions et justifiera que la formation du personnel, les moyens de lutte contre l'incendie et les protections individuelles mis à leur disposition sont adaptées à ces missions. Cela peut conduire si nécessaire à revoir les missions prévues et à modifier les moyens et protection mis à disposition des équipes d'interventions.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 10 : Entretien des moyens d'intervention

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/02/2010, article 7.5.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 7.5.2. Entretien des moyens d'intervention Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels (détecteurs, extincteurs, ...). Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté que les extincteurs, les RIA et les moyens de désenfumage étaient revêtus de marques de contrôle datant de moins d'un an.</p> <p>Le 29 avril 2025, l'exploitant a transmis les justificatifs de contrôle suivants :</p>

- Détection incendie : contrôle réalisé le 23 décembre 2024
- Système d'extinction automatique : contrôle réalisé le 18 février 2025
- Extincteurs et RIA : contrôle réalisé le 5 mars 2025
- Désenfumage : contrôle réalisé le 17 décembre 2024

Les rapports transmis font état d'un bon état général des équipements, ainsi que de la réalisation d'opérations de maintenance lorsque cela s'avère nécessaire.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Exercices incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/02/2010, article 7.5.6.3

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie

Prescription contrôlée :

Article 7.5.6.3. Exercice incendie

L'exploitant fait procéder à des exercices et essais incendie au minimum tous les six mois.

Constats :

Les derniers exercices incendies date du 27 mars 2025 et du 30 septembre 2024. La périodicité de 6 mois est bien respectée.

Les exercices ont fait l'objet de comptes rendus transmis le 29 avril 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/02/2010, article 7.5.7.1

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie

Prescription contrôlée :

Article 7.5.7.1. Bassin de confinement et bassin d'orage

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 1035 m³ avant rejet vers le milieu naturel.

Constats :

Lors de l'inspection, il a été constaté qu'aucun bassin permettant le confinement des eaux d'extinctions n'est présent sur le site.

L'exploitant indique qu'en cas de sinistre l'eau serait confinée au niveau des quais de chargement situés en point bas du site et constitués d'un revêtement étanche.

En cas de fermeture de la vanne permettant l'évacuation des eaux vers l'extérieur du site, les eaux d'extinction s'accumuleraient effectivement en point bas. Bien que la zone de quais ne soit pas au sens strict un bassin, l'objectif de confinement des eaux serait atteint. Cependant, l'exploitant n'a pu justifier lors de l'inspection le volume pouvant être stocké au niveau des quais sans gêner l'intervention des services de secours.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra, sous 1 mois, les éléments permettant de justifier la capacité de rétention sur site de 1035 m³ d'eau d'extinction incendie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois